



# La Taskforce des Économistes Féministes d'ONU Femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre

*Zoom: Genre, Action climatique  
et Économie verte*

 **ONU  
FEMMES** 

 **POUR TOUTES  
LES FEMMES  
ET LES FILLES**

En 2024, le Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) a lancé la **Taskforce des Économistes Féministes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**, une initiative phare visant à accélérer les progrès vers les Objectifs de Développement Durable à travers des réformes macroéconomiques et des changements normatifs pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.



**Dr Maxime Houinato**  
Directeur régional, ONU Femmes  
Bureau régional pour l'Afrique de  
l'Ouest et du Centre

Pourquoi une Taskforce d'Économistes Féministes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ?

*"Une approche politique féministe est essentielle pour répondre aux crises économiques, sociales et climatiques qui se recoupent et affectent les femmes et les filles dans notre région. Le Plan Économique Féministe d'ONU Femmes définit un agenda ambitieux et transformateur — sur les moyens de subsistance, les soins et l'environnement — pour construire un avenir plus égalitaire et durable. Dans le contexte actuel d'instabilité politique, de tensions commerciales, de contraintes budgétaires et de contre-réactions sur l'égalité des sexes, les bons choix peuvent produire les bons résultats. La Taskforce travaille avec les gouvernements à travers l'Afrique de l'Ouest et du Centre afin d'identifier les choix appropriés qui permettront d'assurer un avenir meilleur aux femmes et aux filles de la région, qu'il s'agisse d'investir dans les infrastructures de soins, de créer des emplois dans l'économie verte ou de veiller à ce que les avantages de l'intégration commerciale profitent aux entreprises dirigées par des femmes. En somme, il s'agit de s'assurer que les ressources publiques et privées sont investies là où le retour social sur investissement est le plus élevé.*

La Taskforce est née d'un investissement stratégique des ressources principales d'ONU Femmes afin d'accélérer notre impact normatif à travers de meilleures politiques macroéconomiques, produisant des résultats pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans la région.



**Couverture :** Afrique de l'Ouest et du Centre



**Calendrier :** Phase I, mise en place d'ici 2026 ; Phase II, accélération by 2028



**Objectif :** Multiplier par 3 les résultats normatifs d'ONU Femmes en matière de politique économique en Afrique de l'Ouest et du Centre



**Membres :** Économistes féministes dans les bureaux pays au Mali, au Nigéria, au Libéria, et en Côte d'Ivoire + 1 Économiste féministe régionale au sein du bureau régional, travaillant en étroite collaboration avec les bureaux pays d'ONU Femmes



**Investissement institutionnel :** 500 000 \$ de ressources propres par an pour la Phase I



**ODD ciblés :** ODD 5, 8, 13, 17

## Approche

Production de données probantes et élaboration d'argumentaires économiques pour des réformes transformatrices sensibles au genre

Création d'espaces nationaux et régionaux pour faciliter le plaidoyer, le dialogue et la mise en place de réformes

Renforcement des capacités des décideurs politiques, des associations de femmes, de la société civile et des partenaires

## Domaines d'intervention

Économie des soins

Action climatique et économie verte

Commerce et climat d'investissement sensibles au genre

Financements innovants pour l'égalité des sexes

## Impact d'ici 2028

**15-20 nouvelles réformes normatives / lois / politiques / réglementations adoptées pour améliorer la participation des femmes à l'économie**

**Au moins 10 processus de dialogue multipartite pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes - ainsi que l'accès et l'usage équitable des femmes aux services, biens et ressources**

**Plus de 1000 décideurs et acteurs nationaux et régionaux dotés de capacités accrues pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par le biais de politiques économiques**

**100+ institutions avec des capacités renforcées pour améliorer la fourniture de services, biens et/ou ressources pour les femmes**

**10 nouveaux outils / évaluations / recherches appliqués pour soutenir l'argumentaire économique en faveur de politiques économiques sensibles au genre**

# L'impact de la Taskforce des Économistes Féministes sur le genre, l'action climatique et l'économie verte en 2024-2025



Photo credit: ONU Femmes/ Kalifa Daouda Keita

En Afrique de l'Ouest et du Centre, la Taskforce des Économistes Féministes d'ONU Femmes promeut une action climatique sensible au genre en plaçant les femmes au cœur de la transition vers une économie verte. Grâce à des partenariats régionaux et à des ateliers techniques, elle co-crée des cadres politiques inclusifs, renforce le leadership des femmes en matière de résilience climatique et promeut une justice climatique fondée sur l'équité et la durabilité.

8

**Réformes de politiques climatiques** intégrant la dimension de genre adoptées ou en cours, dont 4 CDN – Nigeria, Libéria, Sénégal et Mali.

20

**Processus de dialogue politique multipartite** visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que l'égalité d'accès et d'utilisation des services, des biens et des ressources par les femmes.

+200

**Institutions régionales et nationales** ont renforcé leurs connaissances et capacités afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à travers la politique économique.

1

**Taxonomie de finance verte intégrant la dimension de genre** adoptée au Sénégal – la première taxonomie verte à intégrer les questions de genre en Afrique.

1

**Boîte à outils pour intégrer la dimension de genre dans les politiques climatiques**, élaborée et utilisée pour renforcer les capacités de **674 décideurs politiques et défenseurs de 20 pays**.



Libéria



Depuis 2024, avec l'assistance technique de la Taskforce, le Libéria est en train de devenir un pionnier dans **l'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans les politiques climatiques** :



Intégration de la dimension de genre dans la **Contribution déterminée au niveau national (CDN) 3.0**, comprenant, entre autres, l'affectation de **20 % des financements climatiques aux femmes**.



Assistance technique continue à l'Agence de protection de l'environnement pour la mise à jour du **Plan d'action sur le changement climatique et l'égalité des sexes** en 2025.



Création du **Groupe de travail technique sur le genre et la jeunesse dans le domaine du changement climatique et de l'environnement** dans le but de surveiller et de suivre la mise en œuvre de la CDN 3.0.



# Zoom sur : Le genre dans les contributions déterminées au niveau national



En mars 2025, ONU Femmes a lancé une [boîte à outils pour soutenir les pays dans l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques](#).

Cette boîte à outils a été utilisée pour renforcer les capacités des **points focaux nationaux sur le genre et le changement climatique** en Afrique de l'Ouest et du Centre, dans le cadre d'une série de formations en ligne organisées en collaboration avec la CCNUCC.



Par le biais de la Taskforce des Économistes Féministes, **deux pays (le Libéria et le Nigéria) ont utilisé la boîte à outils comme méthodologie pour intégrer la dimension de genre dans leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN)**, et deux autres pays sont actuellement en train de le faire (le Sénégal et le Mali).



Au total, **674 parties prenantes issues de 20 pays** ont été formées à l'utilisation de la boîte à outils.

## *Le genre dans la CDN 3.0 du Libéria*

- La CDN 3.0 intègre **l'égalité des sexes dans tous les secteurs** et comprend des **indicateurs clés de performance liés au genre** afin de surveiller la prise en compte des questions de genre dans la mise en œuvre et le financement de la CDN.
- La CDN du Libéria est l'une des rares à réserver des fonds pour le climat aux femmes. Au moins **20 % des fonds pour le climat** seront alloués aux **coopératives de femmes**, aux petites exploitantes agricoles et aux entrepreneuses. Des mesures sont prévues pour collaborer avec le secteur privé afin d'augmenter les financements destinés à des actions climatiques sensibles au genre.
- Elle comprend un programme pluriannuel de formation et de mentorat intitulé «**Les femmes dans les technologies vertes** », qui vise à accroître la participation des femmes dans les domaines des énergies renouvelables, de la gestion durable des déchets et des entreprises résilientes au changement climatique.





Sénégal



Depuis 2024, ONU Femmes apporte une assistance technique au gouvernement du Sénégal afin **d'intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les réformes et les processus liés au climat :**



La dimension de genre est intégrée dans la **Contribution déterminée au niveau national (CDN) 3.0.**



La dimension de genre est intégrée dans la **Stratégie nationale pour la promotion des emplois verts (SNPEV II)** révisée, avec des mesures renforcées pour soutenir l'accès des femmes aux emplois verts.



Intégration de la dimension de genre dans la **taxonomie nationale de finance verte**, en coopération avec le ministère de l'Environnement, le ministère des Finances et la GIZ. Il s'agit de la première taxonomie verte à intégrer les questions de genre en Afrique.



**Renforcement des capacités et dialogue avec les institutions financières** afin de mettre en place des financements et des investissements verts sensibles au genre pour soutenir l'égalité des sexes et l'entrepreneuriat féminin dans l'économie verte.



**Stratégie nationale pour la transition écologique en cours d'élaboration**, avec une meilleure prise en compte de la dimension de genre.



# Zoom sur : Le genre dans la taxonomie de finance verte du Sénégal

**Les taxonomies de finance verte** constituent une condition préalable importante pour qu'un pays puisse émettre des obligations vertes et tirer parti de la finance verte sur les marchés financiers. En définissant ce qui constitue une « activité verte » dans un pays donné, elles fournissent un cadre clair aux investisseurs. En 2025, ONU Femmes a soutenu le ministère de l'Environnement et le ministère du Budget et des Finances dans l'intégration de la dimension de genre dans la taxonomie de finance verte du Sénégal. **Il s'agit de la première taxonomie verte en Afrique à intégrer les considérations de genre.**

**Pourquoi est-il important d'intégrer la dimension de genre dans les taxonomies vertes ?** Cela permet aux gouvernements de tirer parti des avantages connexes en matière d'égalité des sexes et aux investisseurs d'amplifier l'impact social. L'intégration de la dimension de genre dans les taxonomies vertes aide les investisseurs à identifier les investissements qui contribuent non seulement à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, mais aussi à accélérer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

**Zoom sur les avantages connexes liés au genre.** Les investissements verts peuvent, par exemple, améliorer l'accès des femmes aux emplois verts dans tous les secteurs, réduire le travail de soins non rémunéré grâce à des infrastructures vertes, des transports ou des technologies à haut rendement énergétique (par exemple, des cuisinières propres), et réduire l'exposition à la violence sexiste en fournissant de l'éclairage dans les zones isolées grâce à des solutions décentralisées d'énergie solaire. En tirant parti de ces avantages connexes supplémentaires, les investisseurs peuvent prendre des décisions éclairées qui soutiennent des projets ayant un impact environnemental et social.

## Comment le Sénégal a-t-il intégré la dimension de genre dans sa taxonomie verte ?

Il existe différentes approches pour intégrer la dimension de genre dans les taxonomies vertes. Pour plus d'informations, veuillez consulter la [note d'orientation d'ONU Femmes sur le genre dans la finance durable](#).

Dans le cas du Sénégal, la première étape a consisté à renforcer les **garanties sociales** minimales afin de s'assurer que tout investissement potentiel n'aggraverait pas les inégalités entre les sexes et n'aurait pas d'impact négatif sur les femmes (même de manière involontaire).

Par la suite, dans le cadre de la gouvernance de la taxonomie, des **experts sectoriels en matière d'égalité des sexes** ont été intégrés aux groupes techniques sectoriels (agriculture, sylviculture, énergie, transports, industrie, etc.) afin d'identifier les **co-bénéfices en matière d'égalité des sexes** associés à chacune des activités vertes recensées dans ce secteur.

**Résultats:** Sur les 60 activités écologiques prioritaires analysées, 20 présentaient un fort potentiel de co-bénéfices en matière d'égalité des sexes, 30 un potentiel modéré et seulement 10 un faible potentiel. L'agriculture et l'énergie figuraient parmi les secteurs présentant le plus fort potentiel, tandis que l'industrie affichait le plus faible potentiel. La classification complète des co-bénéfices en matière d'égalité des sexes par activité figure dans le rapport sur la taxonomie.



# Zoom sur : Financement climatique - un dialogue multipartite centré sur les femmes

En octobre 2025, ONU Femmes et le ministère de l'Environnement du Sénégal ont organisé un dialogue entre les institutions financières et les femmes travaillant dans l'économie verte. Voici quelques-unes des réactions des participantes et leurs messages :

## Ce que les femmes disent...

- **Les femmes et les banques sont encore très éloignées les unes des autres.** « Nous avons une peur bleue des banques. Le financement bancaire est synonyme de dette, et la dette est associée à l'insolvabilité, à l'hypothèque, à la perte de sa maison, à la honte pour soi-même et sa famille au sein de la communauté. » *(Agricultrice, membre d'un groupe économique/d'une coopérative)*
- **Dire que les produits financiers ne sont pas adaptés est un euphémisme.** « La banque m'a demandé une garantie de 90 % pour l'achat du véhicule. Si j'avais disposé de cette somme, je n'aurais pas eu besoin de la banque, alors j'ai acheté un véhicule d'occasion. Lors de ma deuxième tentative, la banque m'a de nouveau demandé une garantie, et j'ai proposé mon véhicule, mais elle m'a répondu qu'il n'était pas valable parce qu'il s'agissait d'un véhicule d'occasion. » *(Entrepreneuse, secteur des déchets)*
- **Les banques ne comprennent pas les femmes**, mais elles ne comprennent pas non plus le climat (dans le financement climatique). « Je souhaitais financer un projet écologique qui transformerait les capacités d'atténuation du Sénégal grâce à l'incinération contrôlée, mais cela ne figurait pas dans la liste des activités écologiques de la banque, donc ma demande a été rejetée » *(Entrepreneuse, secteur des déchets)*
- **Investir dans la capacité des femmes.** « Au début, nous n'avons pas besoin de financement (nous ne souhaitons pas de financement), ce dont nous avons besoin, c'est d'un soutien technique pour comprendre comment fonctionne le financement bancaire. » *(Association des femmes d'Afrique de l'Ouest)*

## Ce que les banques disent...

- **Des produits financiers pour les femmes ? Oui et non.** Les banques affirment disposer d'une gamme de produits destinés aux femmes, et elles en ont effectivement présenté plusieurs au cours de la discussion. Certains d'entre eux étaient très complets et sophistiqués. Cependant, tous ciblent des PME formelles bien établies, ce qui les rend inaccessibles aux petites entrepreneuses ou aux organisations féminines locales actives dans l'économie verte et/ou l'adaptation au changement climatique.

## Ce que les acteurs institutionnels disent...

- Les institutions financières ont souligné le problème du manque de **garanties pour atténuer les risques**. Le **FONSIS**, le fonds national de garantie présent dans la salle, a indiqué que sur les 29 milliards de francs CFA mis à la disposition du secteur financier pour des garanties au Sénégal, 26 milliards « dormaient encore » (n'avaient pas été utilisés)... Les garanties ne semblent donc pas être le principal problème.
- Les banques ont indiqué que **l'informalité était le véritable problème** : « Nous ne pouvons pas travailler avec des clients dans l'économie informelle ». **L'ADEPME, l'agence nationale des PME**, a présenté l'ensemble des programmes mis en place pour renforcer les capacités des PME et accompagner leur formalisation, leur préparation et leur incubation. Au cours du dialogue, il est apparu clairement que les besoins sont importants dans un pays qui compte des millions d'entrepreneurs. Certains des **donateurs et des IFD** présents dans la salle ont vu dans la salle qu'il s'agissait d'une opportunité pour leur engagement en investissant dans la préparation des femmes et en continuant à combiner le financement climatique pour le rendre plus accessible aux femmes.



Nigéria



Depuis 2024, avec l'assistance technique de la Taskforce, le Nigéria est devenu un pionnier dans **l'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans les politiques climatiques** :



Soutien au gouvernement nigérian (par l'intermédiaire du Conseil national sur le changement climatique) et aux partenaires techniques afin d'intégrer la dimension de genre comme priorité transversale dans la **Contribution déterminée au niveau national (CDN) 3.0 du Nigéria**.



Développement et lancement de **la boîte à outils d'intégration du genre des CDN** spécifique au Nigeria, comprenant 7 outils sectoriels et une boîte à outils intersectorielle sur le genre dans le MRV et le financement climatique pour intégrer l'égalité des sexes dans l'action climatique du Nigeria.



**Formations de renforcement des capacités** destinées aux décideurs politiques, aux partenaires de développement et à la société civile pour tirer parti de la boîte à outils d'intégration de la dimension de genre dans les CDN afin de soutenir le suivi, la mise en œuvre et le financement de la CDN 3.0 du Nigéria **dans une perspective de genre**.



# Zoom sur : Nexus entre soins et climat



En Afrique de l'Ouest et du Centre, les femmes consacrent entre 3 et 5 fois plus de temps que les hommes aux travaux de soins non rémunérés. **Le changement climatique augmente la charge de travail liée aux soins** en allongeant le temps nécessaire pour aller chercher de l'eau, du bois ou de la nourriture, ou pour s'occuper des membres de la famille souffrant de maladies liées au climat ou victimes de catastrophes naturelles.



La Taskforce œuvre à la promotion de réformes et de solutions visant à lutter contre les effets du changement climatique sur les femmes, notamment en ce qui concerne le lien entre les soins et le climat. Au **Mali**, par exemple, elle a mis au point une méthodologie visant à **intégrer ce nexus dans les plans de développement local**, en aidant les communautés à identifier leurs besoins en matière de soins et les solutions à financer dans le cadre des plans d'investissement locaux. La municipalité de Bamako a été la première à tester cette approche en 2025.

## *Des technologies économes en énergie et en temps, une solution gagnante-gagnante pour la protection du climat*

Une gamme de technologies économes en énergie, allant des cuisinières aux biodigesteurs en passant par les plateformes multifonctionnelles à énergie solaire, peut réduire le travail de soins non rémunéré. Dans les zones rurales, où les infrastructures sont limitées, cela peut libérer un temps précieux que les femmes et les filles peuvent consacrer à l'éducation, à des activités productives ou à prendre soin d'elles-mêmes.

- Au Nigeria, les initiatives « [Low-Cost Household Biogas](#) » (biogaz domestique à faible coût) permettent aux ménages ruraux d'accéder à une énergie propre et durable en transformant les biodéchets en gaz. Elles réduisent le temps consacré à la collecte du bois, limitent la déforestation et offrent aux femmes une activité génératrice de revenus grâce à la vente du surplus à d'autres ménages et entreprises.
- Au Mali, le projet [Climat et Énergie Mali \(CEMALI\)](#) encourage l'entrepreneuriat féminin dans la chaîne de valeur de la cuisine propre, contribuant ainsi à la gestion durable des forêts et à l'énergie propre. Les fourneaux à haut rendement énergétique réduisent la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et améliorent la santé familiale en diminuant la pollution de l'air intérieur.



# Zoom sur : La Communauté de pratique de la CEDEAO sur le Genre et l'Économie verte

Création de plateformes de dialogue et renforcement des capacités grâce à la **communauté de pratique de la CEDEAO sur le genre et l'économie verte**



Grâce à une combinaison de dialogues en ligne et en présentiel, la communauté de pratique (CdP) de la CEDEAO sur le genre et l'économie verte a mobilisé **plus de 200 décideurs politiques et défenseurs de la zone CEDEAO**, renforçant leurs capacités et facilitant le dialogue et l'apprentissage entre pairs afin de promouvoir l'accès des femmes aux emplois verts, à l'entrepreneuriat vert et au financement climatique en Afrique de l'Ouest.



La CdP, soutenue par ONU Femmes et la Taskforce, est une initiative relevant de la **Feuille de route de la CEDEAO sur le genre et l'économie verte**, adoptée par les États membres en février 2023.



*Membres de la communauté de pratique de la CEDEAO sur le genre et l'économie verte.  
Photo : ONU Femmes*

# Priorités de la Taskforce en 2026-2028 :

Face à la volatilité économique mondiale, aux perturbations climatiques et à la montée du protectionnisme, la Taskforce des Économistes Féministes d'ONU Femmes transforme **l'incertitude en opportunité** en plaçant les **femmes au cœur de la transformation économique.**

De 2026 à 2028, nous approfondirons notre soutien aux gouvernements, aux communautés, aux organisations de femmes et aux investisseurs **en proposant des solutions audacieuses et sensibles au genre pour stimuler une croissance inclusive et un changement systémique.**



**Merci !**

